ASSEMBLÉE NATIONALE

12 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-2507

présenté par

M. Garot, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, Mme Pires Beaune, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. – L'article 200 undecies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après le mot : « congé » sont insérés les mots : « ou dans le cadre d'une formation en application des dispositions du livre I^{er} de la sixième partie du code du travail »

2° Au premier alinéa du II, après le mot : « congé » sont insérés les mots : « ou dans le cadre d'une formation en application des dispositions du livre I^{er} de la sixième partie du code du travail »

2° Au premier alinéa du II,

II. – Les modalités d'application du I du présent article sont fixées par décret.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés Socialistes et apparentés vise à élargir le bénéfice du crédit d'impôt remplacement, afin de l'ouvrir aux salariés partant en formation, et non plus seulement lors de la prise de congés.

Cette disposition renforcerait la cohérence de la politique agricole du Gouvernement, qui met de plus en plus l'accent sur la formation des actifs du secteur agricole dans le cadre de la nécessaire transition agroécologique. Elle permettrait de faciliter le départ en formation des salariés sur un plan financier pour l'exploitant, et de favoriser l'innovation et la montée en compétence dans le secteur agricole.